

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/L/660

17 novembre 2003

(03-6152)

RAPPORT (2003) DU GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

I. ORGANISATION DES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL

1. Le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État a été établi par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 20 février 1995, conformément aux dispositions du paragraphe 5 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "Mémoire d'accord"). Tous les Membres qui en expriment le désir peuvent être membres du Groupe de travail. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont également ce statut auprès du Groupe de travail. Pendant la période considérée (19 novembre 2002-11 novembre 2003), M. Aliyu Abubakar (Nigéria) puis Mme Judith Vanková (République slovaque) ont assuré la présidence du Groupe de travail.

2. Le mandat du Groupe de travail, défini au paragraphe 5 du Mémoire d'accord, est le suivant: i) examiner les notifications et les contre-notifications au sujet du commerce d'État; ii) examiner, au vu des notifications reçues, l'adéquation du questionnaire concernant le commerce d'État (IBDD, S9/193-194) et l'éventail des entreprises commerciales d'État ayant fait l'objet de notifications conformément au paragraphe 1 du Mémoire d'accord; et iii) dresser une liste exemplative indiquant les types de relations entre pouvoirs publics et entreprises et les types d'activités auxquelles celles-ci se livrent et qui peuvent présenter un intérêt pour l'application de l'article XVII du GATT de 1994. En ce qui concerne l'examen des notifications, le Groupe de travail, ayant achevé la révision du questionnaire sur le commerce d'État prévue par son mandat, examine maintenant les notifications à la lumière du questionnaire révisé adopté le 2 avril 1998 (G/STR/3). Pour ce qui est de la Liste exemplative de relations et d'activités dans le domaine du commerce d'État, la tâche du Groupe de travail a pris fin avec l'adoption de la Liste exemplative par le Conseil du commerce des marchandises le 15 octobre 1999 (G/STR/4).

3. Le présent rapport est soumis conformément au paragraphe 5 du Mémoire d'accord. Il décrit les activités du Groupe de travail pendant la période considérée.

4. À ce jour, les Membres ci-après ont participé aux réunions du Groupe de travail: Afrique du Sud; Argentine; Australie; Bangladesh; Brésil; Brunei Darussalam; Burundi; Canada; Chili; Chine; Chypre; Colombie; Communautés européennes; Corée; Costa Rica; Cuba; Égypte; El Salvador; États-Unis; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Hongrie; Inde; Indonésie; Islande; Israël; Japon; Lettonie; Lituanie; Malaisie; Malte; Maroc; Maurice; Mexique; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pérou; Philippines; Pologne; République slovaque; République tchèque; Roumanie; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie; Uruguay; Venezuela et Zambie. L'Arabie saoudite, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, la Jordanie, le Soudan et le Viet Nam ont assisté aux réunions en qualité d'observateurs.

5. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a tenu une réunion formelle, le 11 novembre 2003. Le compte rendu de cette réunion sera distribué sous la cote G/STR/M/13. Le Groupe de travail a également tenu une réunion informelle le 18 février 2003, pour débattre de la question du respect de l'obligation de notification. En outre, le 16 octobre 2003, il a mené des consultations informelles concernant le projet de recommandation sur la fréquence des notifications présenté par la Présidente.

II. NOTIFICATION ET EXAMEN DES ACTIVITÉS DE COMMERCE D'ÉTAT DES MEMBRES

6. Conformément à l'article XVII du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord, tous les Membres doivent présenter chaque année des notifications concernant leurs activités de commerce d'État. Des nouvelles notifications complètes ont dû être présentées pour la première fois en 1995, puis tous les trois ans, avec, dans l'intervalle, des notifications de mise à jour indiquant tout changement survenu depuis la dernière notification complète. À la réunion formelle tenue au cours de la période considérée, la Présidente a souligné la nécessité de respecter les délais fixés pour la présentation des notifications requises.

7. Des notifications de mise à jour pour 2003 ont été présentées par 12 Membres. De nouvelles notifications complètes pour 2001 ont été présentées par 48 Membres.¹ (Voir l'annexe du présent rapport.)

8. À sa réunion du 11 novembre 2003, le Groupe de travail a examiné 29 notifications: des notifications de mise à jour pour 2003 présentées par la Chine; Chypre; la Guinée; Hong Kong, Chine; la Hongrie; la Jordanie; le Liechtenstein; Macao, Chine; le Pakistan; la Pologne; la Slovaquie et la Suisse; des notifications de mise à jour pour 2002 présentées par la Chine; Chypre; le Costa Rica; la Guinée; la Lettonie; la Moldova; la Pologne; la République slovaque; la Slovaquie; la Tunisie et la Turquie; de nouvelles notifications complètes pour 2001 présentées par la Chine; Chypre; la Guinée; la République slovaque; la Tunisie et la Turquie. À cette réunion, le Groupe de travail a également adopté son rapport annuel pour 2003 destiné au Conseil du commerce des marchandises.

9. À la réunion ordinaire du Groupe de travail qui s'est tenue le 11 novembre 2003, l'Australie a posé des questions au sujet de la notification de Chypre. Les États-Unis ont posé des questions à l'Égypte en ce qui concerne l'Association des exportateurs de coton d'Alexandrie (ALCOTEXA). Ils ont aussi soulevé une question au sujet des réponses que le Canada n'avait toujours pas données à leurs questions concernant la Commission canadienne du blé. En outre, les Communautés européennes ont posé des questions à la Nouvelle-Zélande au sujet d'une entreprise dénommée Fronterra.

III. RESPECT DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION

10. À la réunion ordinaire du Groupe de travail du 19 novembre 2002, le Président a exprimé sa profonde inquiétude au sujet de la situation insatisfaisante en ce qui concerne le respect de l'obligation de notification et proposé au Groupe de travail d'entreprendre un processus en vue de trouver des solutions à ce problème. À titre de première étape, le Groupe de travail a décidé qu'une réunion informelle serait convoquée en février 2003, au cours de laquelle cette question serait examinée. Pour préparer cette réunion, une Note du Président intitulée Notification concernant les entreprises commerciales d'État (G/STR/W/39) a été distribuée aux Membres, qui devait servir de base à la discussion. À la réunion informelle, le Groupe de travail a souscrit à la proposition du Président visant à élaborer une recommandation au Conseil du commerce des marchandises, selon laquelle la

¹ Les Communautés européennes et leurs États membres comptent pour un.

périodicité des notifications passerait de trois ans pour les nouvelles notifications complètes, avec des notifications annuelles de mise à jour dans l'intervalle, à deux ans pour les nouvelles notifications complètes, avec élimination des notifications de mise à jour. Ce projet de recommandation a été distribué sous la cote G/STR/W/40. Le 16 octobre 2003, le Groupe de travail a tenu des consultations informelles pour entendre les avis des Membres au sujet du projet de recommandation présenté par la Présidente, en vue de l'éventuelle adoption de la recommandation à la réunion ordinaire du Groupe de travail du 11 novembre 2003. Après que les Membres eurent exprimé leurs vues au cours des consultations informelles, il a été décidé que les discussions se poursuivraient à la réunion ordinaire du Groupe de travail. À sa réunion du 11 novembre 2003, le Groupe de travail a adopté *ad referendum* la Recommandation sur la fréquence des notifications, en attendant l'accord d'un Membre. Le Membre dont on attendait l'accord s'étant rallié au consensus, la Recommandation a été distribuée sous la cote G/STR/5 et soumise au Conseil du commerce des marchandises pour approbation.

ANNEXE

**NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES PAR LES MEMBRES DE L'OMC AU TITRE
DE L'ARTICLE XVII:4 A) DU GATT DE 1994 ET DU PARAGRAPHE 1
DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION
DE L'ARTICLE XVII**

Situation au 11 novembre 2003²

Membre	Notification de mise à jour (2000) G/STR/N/6	Nouvelle notification complète (2001) G/STR/N/7	Notification de mise à jour (2002) G/STR/N/8	Notification de mise à jour (2003) G/STR/N/9
Afrique du Sud	X	X	X	X
Albanie				
Angola				
Antigua-et-Barbuda				
Argentine	X	X		
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	
Australie				
Bahreïn	X			
Bangladesh				
Barbade				
Belize				
Bénin				
Bolivie	X	X		
Botswana				
Brésil				
Brunéi Darussalam				
Bulgarie		X	X	
Burkina Faso				
Burundi		X		
Cameroun				
Canada				
Chili	X	X		
Chine	s.o.	X	X	X
Chypre		X	X	X

² "X" indique que la notification a été présentée. "s.o." indique que l'obligation de notification ne s'appliquait pas au pays en question car il n'était pas Membre de l'OMC à l'époque.

Membre	Notification de mise à jour (2000) G/STR/N/6	Nouvelle notification complète (2001) G/STR/N/7	Notification de mise à jour (2002) G/STR/N/8	Notification de mise à jour (2003) G/STR/N/9
Colombie				
Communautés européennes	X	X		
Congo				
Corée, République de				
Costa Rica	X	X	X	
Côte d'Ivoire				
Croatie	s.o.			
Cuba				
Djibouti				
Dominique	X			
Égypte				
El Salvador	X			
Émirats arabes unis				
Équateur				
Estonie		X	X	
États-Unis				
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	
Fidji				
Gabon				
Gambie				
Géorgie		X	X	
Ghana		X		
Grenade				
Guatemala	X	X	X	
Guinée, République de		X	X	X
Guinée-Bissau				
Guyana				
Haïti	X			
Honduras		X		
Hong Kong, Chine	X	X	X	X
Hongrie	X	X	X	X
Îles Salomon				

Membre	Notification de mise à jour (2000) G/STR/N/6	Nouvelle notification complète (2001) G/STR/N/7	Notification de mise à jour (2002) G/STR/N/8	Notification de mise à jour (2003) G/STR/N/9
Inde		X		
Indonésie		X	X	
Islande				
Israël				
Jamaïque		X		
Japon		X		
Jordanie	X	X	X	X
Kenya				
Koweït				
Lesotho				
Lettonie	X	X	X	
Liechtenstein	X	X	X	X
Lituanie	s.o.	X		
Macao, Chine	X	X	X	X
Madagascar				
Malaisie				
Malawi				
Maldives				
Mali				
Malte	X	X	X	
Maroc				
Maurice			X	
Mauritanie				
Mexique	X			
Moldova	s.o.	X	X	
Mongolie	X	X		
Mozambique				
Myanmar				
Namibie	X			
Nicaragua				
Niger				
Nigéria	X	X	X	
Norvège	X	X		

Membre	Notification de mise à jour (2000) G/STR/N/6	Nouvelle notification complète (2001) G/STR/N/7	Notification de mise à jour (2002) G/STR/N/8	Notification de mise à jour (2003) G/STR/N/9
Nouvelle-Zélande	X	X		
Oman		X		
Ouganda	X			
Pakistan	X	X	X	X
Panama	X	X	X	
Papouasie- Nouvelle-Guinée				
Paraguay				
Pérou				
Philippines	X	X		
Pologne	X	X	X	X
Qatar				
République centrafricaine				
République démocratique du Congo				
République dominicaine				
République kirghize				
République slovaque	X	X	X	
République tchèque	X	X	X	
Roumanie	X	X	X	
Rwanda				
Saint-Kitts-et-Nevis				
Saint-Vincent-et-les Grenadines	X			
Sainte-Lucie				
Sénégal				
Sierra Leone				
Singapour	X			
Slovénie	X	X	X	X
Sri Lanka				
Suisse	X	X	X	
Suriname				
Swaziland				
Tanzanie				

Membre	Notification de mise à jour (2000) G/STR/N/6	Nouvelle notification complète (2001) G/STR/N/7	Notification de mise à jour (2002) G/STR/N/8	Notification de mise à jour (2003) G/STR/N/9
Tchad	X	X		
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	s.o.	s.o.	X	
Thaïlande		X		
Togo				
Trinité-et-Tobago				
Tunisie	X	X	X	
Turquie	X	X	X	
Uruguay				
Venezuela	X	X		
Zambie		X	X	
Zimbabwe				
Nombre de Membres ayant présenté des notifications/Nombre total de Membres³	40/124	48/127	30/129	12/131

³ Le numérateur et le dénominateur tiennent compte du fait que les Communautés européennes présentent dans chaque cas une seule notification au nom de l'ensemble des 15 États membres. Le nombre total de Membres de l'OMC (146 au moment de l'adoption du présent rapport, le 11 novembre 2003) comprend les Communautés européennes plus les 15 États membres.